

DECISION DU PRESIDENT

Objet : Organisation de séjour de vacances Eté 2024

Le Président de la Communauté de Communes du TERNOIS

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L 5211-10 ;

Vu le Code de la Commande Publique et notamment les articles L. 2123-1 de l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 et R. 2123-1 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 concernant la procédure adaptée ;

Vu les crédits inscrits au Budget 2024 ;

Vu la délibération du 15 juillet 2020 donnant délégation au Président pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés, des accords-cadres, des marchés subséquents, et de prendre toute décision concernant leurs avenants lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

Vu l'avis d'appel à concurrence publié à La Voix du Nord et sur la plateforme de dématérialisation le 04/12/2023 (CdG596280) ;

Vu la date de remise des offres fixée au 04/12/2023 à 12h00 ;

Vu le rapport d'analyse des offres et des candidatures tenant compte des critères de sélection des candidatures et de jugement des offres, indiqués au règlement de consultation du dit marché ;

Considérant que l'offre économiquement la mieux disante émane de l'ASSOCIATION REV ALIZES 73 rue de Turenne 59000 LILLE

DECIDE

Article 1 : de conclure et signer le marché relatif à l'organisation de séjours de vacances Eté 2024 pour enfants et jeunes avec l'ASSOCIATION REV ALIZES 73 rue de Turenne 59000 LILLE. Le présent accord cadre est conclu pour l'organisation de deux séjours de vacances pour enfants et jeunes de 7 à 17 ans relevant du Territoire du Ternois. Chaque séjour se déroulera pendant les vacances d'été entre le vendredi 5 juillet et le samedi 31 août 2024 pour une durée de 15 jours transport inclus. Pour le séjour de juillet 2024 : 1 180 € HT/enfant, pour le séjour d'août 2024: 1 040 € HT/enfant)

Article 2 : Madame la Directrice Générale des Services et le Trésorier payeur de la Collectivité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Article 3 : Conformément aux dispositions de l'article L2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, la présente décision fera l'objet d'une information lors d'un prochain Conseil Communautaire et figurera au registre des décisions de la Collectivité

Fait à Herlin le Sec, le 27 Février 2024



Le Président,
Marc BRIDOUX
62130

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de la présente notification. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit : - à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale ; - deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.